BÉTAIL d'Afrique

N°011

POUR L'ÉLEVAGE, LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

19 OCTOBRE - 19 NOVEMBRE 2021 | PRIX ZONE CFA: 300 F | Mensuel Ouest-Africain

Éditorial

Par Charles Lambert TRA-BI

ELEVAGE: GARANTIR LA PRODUCTIVITE

La Réunion ministérielle de haut niveau du Comité technique spécialisé de l'alimentation et de l'agriculture de la CEDEAO (CTSA), qui s'est déroulée à Abidjan, du 27 au 28 septembre 2021, s'est appesantie sur la santé animale dans l'espace communautaire, en suivant les recommandations du Centre régionale de santé animale (CRSA) de Bamako.

Suite P.2

INTERVIEW / RESSOURCES HALIEUTIQUES

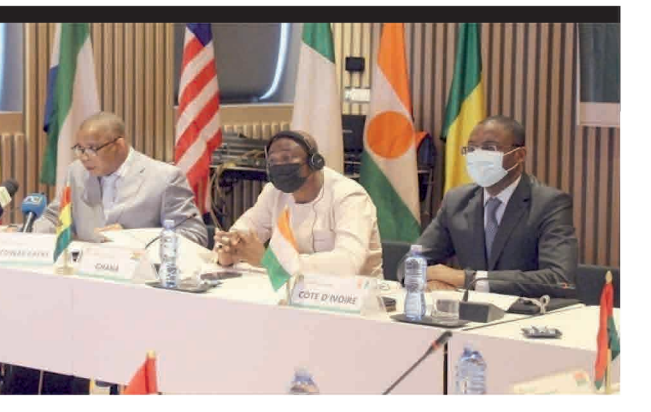
DR KOUAKOU KONAN ERNEST (DIRECTEUR DE L'AQUACULTURE):

"LA CÔTE D'IVOIRE A UN POTENTIEL ÉNORME..."

•La nouvelle stratégie du MIRAH

CONCLAVE D'ABIDJAN

La CEDEAO à l'épreuve de la sécurité alimentaire



ESPACES PASTORAUX

LE MALI ET LE NIGER SIGNENT UN ACCORD

Suite de l'Éditorial

Par Charles Lambert TRA-BI

Cette structure spécialisée de la CEDEAO, dans sa conception, met en place une nouvelle stratégie qui regroupe et crée des synergies entre les mandats de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de l'Organisation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (FAO) et du Bureau interafricain des ressources animales (IBAR), l'organe spécialisé pour le développement du bétail de l'Union africaine (UA).

Le conclave d'Abidjan, s'il s'est tenu autour des sujets importants comme l'identification et la traçabilité du bétail, le bien-être animal en ce qui concerne l'abattage clandestin et la vente de peaux d'âne, a mis un accent particulier sur la validation des sept documents de politique relatifs à la santé animale. Adresser principalement cette problématique marque la volonté manifeste de l'organisation communautaire de s'approprier le concept d'une seule santé qui induit l'interdépendance de la santé animale et de la santé humaine, liées à la santé des écosystèmes et de l'environnement.

Cette décision met aussi, en évidence, l'engagement de la CEDEAO à veiller sur la santé des bétails en éradiquant les principales maladies animales transfrontalières y compris les zoonoses identifiées par les Etats membres qui sont, entre autres, la tuberculose bovine, la peste des petits ruminants, la fièvre aphteuse, la péripneumonie contagieuse bovine, la rage et la peste porcine.

Comme l'a si bien rappelé le ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), Sidi Tiémoko Touré, l'urgence d'ériger des barrières sanitaires contre les maladies animales et les zoonoses ainsi que celle de renforcer les mécanismes de prévention et de traitement existant se sont accrues dans le contexte de la pandémie à COVID-19 qui «*désorganise l'économie mondiale*» et les systèmes sanitaires des Etats.

Par conséquent, cette situation, a poursuivi le ministre ivoirien, exige la mise en place d'une action collective des pays qui doivent, en plus, «*affronter des défis permanents dont les problèmes liés à la résistance antimicrobienne, au changement climatique et à l'insécurité croissante*» dans l'espace économique de la CEDEAO.

Naturellement, prévenir et contrer toutes ces maladies animales transfrontalières recèle un volet prospectif important dont la prise en compte par les politiques sanitaires des pays de l'espace communautaire permettra de minimiser l'impact socio-économique de ces affections.

En réalité, il s'agit d'agir en amont pour préserver les activités de l'élevage, qu'il soit avicole, ovin, bovin ou porcin, pour garantir et accroître la productivité des fermes de la sous-région.

Au total, la réunion du CTSA de la CEDEAO, qui s'est tenue les 27 et 28 septembre 2021 à Abidjan, a obéi à une vision dialectique de l'organisation sous-régionale: endiguer les maladies animales afin de garantir l'accroissement de la productivité dans l'espace communautaire ■

VISITE DES STATIONS PISCICOLES DE LA LOKA ET DU CNRA

Le ministre Sidi Touré exhorte la jeunesse à se tourner vers l'aquaculture

Le ministre Sidi Tiémoko Touré, a visité la Station piscicole de la Loka, le centre de stockage d'aliments pour poissons et la Station de recherche sur la pêche et l'aquaculture continentale du CNRA. (Ph. DR)

Source: MIRAH

Samedi 2 octobre 2021, le ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a visité la Station piscicole de la Loka, le centre de stockage d'aliments pour poissons et la Station de recherche sur la pêche et l'aquaculture continentale du CNRA, pour se rendre compte du travail qui se fait dans ces structures.

A la Station piscicole de la Loka, N'guessan Yao Joachin, ingénieur des techniques halieutiques, chef de la station accompagné de ses collaborateurs, a expliqué le fonctionnement de sa structure, les difficultés et les perspectives au ministre. Selon lui, «*la station a été créée vers 1979 et suite à la crise de 2002, elle est restée inexploitée, donc toutes les structures sont tombées en désuétude. Depuis 2019, le projet TIVO dans sa phase 2 a commencé la réhabilitation qui se poursuit toujours*».

Poursuivant, il a fait savoir que la station fonctionne au minima, avec un sexage manuel, ce qui fait que la production n'est pas encore très importante. Mais lui et son équipe restent conscients qu'il faut produire assez d'alevins pour les mettre à la disposition des pisciculteurs qui en font la demande.

«*Etant dans la phase de de réhabilitation, nous gardons beaucoup d'espoir grâce à la visite de M. le ministre pour que l'écloserie qui est un maillon important dans le processus de production d'alevins, soit réhabilitée*», a souhaité M. N'guessan Yao, qui a plaidé pour la prise de mesures d'accompagnement devant permettre aux travailleurs d'améliorer leur cadre de vie et de travail. Il faut noter que la station est en phase de croissance. Les premiers alevins du CNRA ont été reçus le 29 mars 2019 et ont été grossis avant d'être reproduits. Cette année 2021, 10.000 alevins sexés mâles ont été livrés, 55000 alevins l'ont été en 2020. A la date d'aujourd'hui, il y a environ 70.000 alevins mâles déjà livrés aux pisciculteurs. Le ministre des Ressources Animales et Halieutiques a procédé à une visite guidée de l'écloserie encore non fonctionnelle, des étangs et des installations électriques alimentées par des panneaux solaires. La station de la Loka s'étend sur vingt hectares dont cinq sont pour le moment exploités. Elle aura subi plusieurs agressions : la crise de 2002, les vols et pillages et les feux de brousse qui ont détruit la tuyauterie.

Après la station de la Loka, Sidi Touré a mis le cap sur le centre de stockage d'aliments pour poissons sis au siège de l'ex-ONUCI, dans l'enceinte de la mairie de Bouaké. Cette structure est quasiment à l'abandon aujourd'hui. Sidi Touré a terminé sa série de visites à la station de recherche sur la pêche et l'aquaculture continentale du CNRA de Bouaké, qui est revenue sur ses bases en 2011. Cette station, créée depuis les années 1956, a elle aussi subi les affres de la crise de 2002, ce qui continue d'avoir des répercussions néfastes sur son fonctionnement optimal, en termes de développement de la pêche et de l'aquaculture continentale en Côte d'Ivoire. Mais aujourd'hui, la menace sérieuse dont fait l'objet le CNRA est l'émiettement par les riverains et certaines structures publiques de ses espaces estimés à 400 hectares. Il y a également que l'ensemble des installations du CNRA demandent une réhabilitation.

A la fin de ses visites, le ministre a salué et encouragé ses collaborateurs à poursuivre le travail avec la même détermination, tout en promettant d'être à leurs côtés. «*Nous ferons en sorte d'apporter quelques mises à niveau dans ces différents dispositifs pour nous permettre à échéance que le plan stratégique de transformation de l'aquaculture soit une réalité, pour que nous puissions changer la donne en termes de disponibilité du poisson local sur nos différents marchés. Annuellement, nous ne produisons qu'à peine 5000 tonnes, là où nous importons près de 600. 000 tonnes. Ceci n'est pas acceptable. Il faut que les Ivoiriens s'intéressent à ce secteur en termes d'acteurs dans toute la chaîne de valeur, pour se faire de l'argent, consommer local et consommer de la qualité. Beaucoup de jeunes continuent de croire qu'ils ne peuvent se réaliser qu'à la Fonction Publique. Il faut que cette vision évolue parce que d'autres secteurs existent. Et les secteurs de l'aquaculture et de l'élevage font partie de cette liste*», a recommandé Sidi Touré, qui s'est dit heureux d'avoir effectué ces visites ■

SANTE ANIMALE ET SECURITE ALIMENTAIRE

La CEDEAO à l'œuvre et à l'épreuve

Par Sorraya OKAKO

Le Comité technique spécialisé de l'alimentation et de l'agriculture de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a tenu, à Abidjan, les 27 et 28 septembre 2021, une réunion. Les travaux se sont axés autour de plusieurs sujets urgents dont la santé animale présentée par les pays membres comme le tremplin nécessaire pour atteindre la sécurité alimentaire dans l'espace communautaire.

Le Comité technique spécialisé de l'alimentation et de l'agriculture de la CEDEAO a tenu, à Abidjan, les 27 et 28 septembre 2021, une réunion (Ph. DR)

Les ministres des Etats de la CEDEAO, au sortir du conclave d'Abidjan, ont pris des résolutions fermes et ont décidé de faire des propositions aux chefs d'Etat afin que ces décisions soient traduites effectivement en actes. Conscients que les actions attendues, pour ce faire, nécessitent des moyens colossaux, les ministres, en amont et eu égard à l'urgence des questions à traiter, ont invité les présidents à mettre en place un fonds d'urgence régional. Selon Sékou Sangaré, commissaire en charge de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de l'organisation communautaire, ce fonds servira à prévenir et à contrôler les maladies animales transfrontalières et des zoonoses en Afrique de l'ouest afin de veiller sur le bien-être des animaux et la santé animale. Ce fonds qui s'évalue en plusieurs milliards de dollars, va permettre de mettre en place une vraie stratégie de traitement pour améliorer la santé animale. Il s'agit de tout un programme qui tient dans cinq documents stratégiques élaborés lors des 6e et 7e réunions des réseaux régionaux en santé proposés par le Centre régional de la santé animale (CRSA) de Bamako (Mali). Sékou Sangaré a fait savoir que ces documents concernent « *la stratégie sur la santé animale et le bien-être animal ; la stratégie d'identification et de traçabilité du bétail de la CEDEAO ; la stratégie d'éradication et de prévention de la peste des petits ruminants à l'horizon 2030 ; la stratégie d'éradication de la rage transmise par les chiens à l'horizon 2030 ; la stratégie sur le contrôle des trypanosomiases et trypanosomoses animales et des maladies transmises par les tiques* ». En toile de fond de cette armada sanitaire en faveur de la santé animale, des spécialistes voient la bataille de la CEDEAO pour faire de l'élevage une activité beaucoup plus lucrative mais qui allie aspect économique et aspect sanitaire. Lors de leur réunion des 27 et 28 septembre dernier, cette volonté est apparue clairement dans les interventions de plusieurs ministres. C'est le cas du ministre nigérien chargé de l'élevage pour qui la mise en œuvre du programme de santé animale sera favorable à la vie dans l'espace communautaire. « *Cela sera bénéfique pour les populations car l'on saura l'origine des animaux, leur état sanitaire afin de garantir une bonne qualité de la viande et assurer la santé et la sécurité alimentaire* », avait-il indiqué.

AU-DELÀ DES MOTS

Les défis sanitaires relevés lors de la rencontre d'Abidjan ont été identifiés et les participants ont reconnu l'urgence avec laquelle ils doivent être traités afin que des solutions durables soient trouvées. Pour le ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), l'importance de l'élevage dans la CEDEAO implique des efforts supplémentaires constants pour en faire un secteur clé qui participe effectivement à la sécurité alimentaire. Disposer de ressources animales et de produits dérivés en quantité suffisante, se convainc le ministre ivoirien, va ouvrir les voies vers la sécurité alimentaire. « *L'élevage constitue une activité socioéconomique majeure dans tous les pays de la CEDEAO. Au niveau régional, il contribue à la formation d'au moins 30% de la masse monétaire et est un puissant facteur d'intégration sociale et économique* », a rappelé Sidi Touré, qui a ajouté que si les cheptels ouest-africains sont bien traités et ont une excellente santé, il n'y a pas de raison que cela ne contribue pas à la sécurité alimentaire des populations de l'espace communautaire. Lors de la réunion du Comité technique, les partenaires au développement de la CEDEAO, partenaires techniques mais surtout partenaires financiers, ont été appelés à mettre cette problématique dans leur prochain programme. A la cérémonie d'ouverture de la réunion du Comité ministériel, Sékou Sangaré a fait un appel de pied aux organismes de financement afin qu'ils se tiennent aux côtés de la CEDEAO, « *comme ils l'ont toujours fait* », selon lui. Appelé à dévoiler le mécanisme par lequel le fonds sera constitué, le Commissaire en charge de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau, n'a pas hésité à dire que cette manne financière repose sur l'apport des partenaires financiers internationaux. « *Il s'agit d'importantes sommes d'argent qui se chiffrent en milliards de dollars. Pour cela, on a besoin des partenaires financiers régionaux et internationaux* », a expliqué M. Sangaré.

Pour des experts interrogés en marge des rencontres officielles, l'importance et l'urgence des questions de santé animale et de sécurité alimentaire sont telles que les chefs d'Etat des pays membres de la CEDEAO doivent prendre des mesures spéciales pour la mise en œuvre effective du programme décliné par les ministres en charge de l'agriculture et de l'élevage. Ils doivent, selon eux, prendre une part active au financement en faisant des efforts budgétaires de sorte à inciter les bailleurs de fonds à accompagner ce projet. « *Les populations de la CEDEAO attendent que les dirigeants aillent plus loin dans leurs décisions. C'est bien de tenir de grandes réunions mais il est maintenant temps d'aller au-delà des mots* », a confié un spécialiste en santé animale, membre de la délégation togolaise ayant pris part à la rencontre du Comité technique. Une analyse qui fait écho à un des points contenus dans le communiqué final de la réunion d'Abidjan car les ministres ont appelé leurs mandants - les chefs d'Etat des pays membres de la CEDEAO – et les partenaires financiers, à faire en sorte qu'« *au-delà des déclarations, des actions concrètes soient mises en œuvre* ». Pour que la santé animale soit au service de la sécurité alimentaire, la CEDEAO est à l'œuvre. Une épreuve qu'elle ne surmontera que grâce à la solidarité de ses membres. Ce qui n'a pas souvent été leur spécialité ■

ESPACES PASTORAUX

Le Mali et le Niger signent un accord

Vanessa OUIZAN

Dans le but d'assurer l'alimentation à bétail, l'Office du Niger, la Fédération du bétail et de la viande du Mali (Febevim) et le Programme de développement de l'exportation de la viande du Mali (Prodevim) ont procédé à la signature d'un Protocole d'accord sur les conditions d'attribution d'une superficie de 75 000 hectares.

Cette initiative implique en plus de l'Office du Niger, la Febevim et le Programme de développement de l'exportation de la viande du Mali (Prodevim). Elle vise à assurer l'approvisionnement du pays en bovins de qualité, à travers la réalisation d'équipements et d'infrastructures fourragères, d'espaces pastoraux pour la culture fourragère, la réalisation d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes. Lors de cette rencontre, le Président -directeur général de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté, a précisé que ce protocole d'accord est intervenu suite à la demande des éleveurs aussi bien qu'à la bonne compréhension des plus hautes autorités du pays et de l'Office à faire de l'élevage et de la pêche l'une des priorités du développement. Il a également informé que cette signature est la deuxième du genre après celle intervenue entre l'Office du Niger et le conseil régional de Ségou, pilotant un projet qui a aussi bénéficié de 73000 ha de terres qui relient la région de Ségou à celle de Tombouctou. Il a rappelé que parmi les motivations et avantages du Gouvernement, du ministère de l'Elevage et de la Pêche à travers l'Office du Niger pour cette mise à disposition de 75000 ha à la Febevim, on note l'implication ou la promesse faite par les éleveurs à amener tous les animaux des villages environnants sur ces 75000 ha moins fertiles à l'agriculture du riz. Aussi, des plantes que les animaux broutent seront reboisées dans ces zones. Et des abattoirs peuvent y être installés par toute personne qui désire le faire, afin d'assurer l'alimentation à bétail. A en croire le président de la Fédération du bétail et de la viande du Mali (Febevim), Aboubacar Bah, l'attribution de ces 75 000 hectares permettra de résoudre beaucoup de maux du secteur de l'élevage. Les retombées économiques de cet aménagement sont énormes et répondent à beaucoup de soucis de développement et de bien-être. «*Il s'agira d'assurer l'approvisionnement des centres-villes en bovin de qualité et réduira non seulement le prix de la viande, mais aussi l'insécurité et les conflits entre éleveurs et agriculteurs*», a dit M. Bah. Quant au ministre délégué auprès du ministre malien du Développement rural, chargé de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, il a souligné que la mise à disposition de ces 75000 ha va conforter une fois de plus les potentialités des productions animales. Selon lui, ce protocole ouvrira la voie à la Febevim pour la réalisation d'investissements importants en matière de pastoralisme, afin de booster les chaînes de valeur des filières animales au Mali. Par ailleurs, il a salué les efforts déployés par le Président-directeur général de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté dit Empé, en faveur du développement ■

INTERVIEW / RESSOURCES HALIEUTIQUES

DR KOUAKOU KONAN ERNEST (Directeur de l'Aquaculture):

«La Côte d'Ivoire a un potentiel énorme...»

«Le Ministre Sidi Touré a impulsé une nouvelle dynamique»

Réalisée par André SELFOUR
(Phtotos: Nandy BALEFE)

Docteur Kouakou Konan Ernest est vétérinaire, spécialiste en aquaculture. Dans l'interview qu'il a bien voulu accorder à « BETAIL D'AFRIQUE », dans ses bureaux d'Abidjan-Treichville, en sa qualité de Directeur de l'aquaculture, il explique la nécessité pour la Côte d'Ivoire d'améliorer ses performances dans ce domaine.

Docteur Kouakou Konan Ernest, Directeur de l'aquaculture....

Dr Kouakou Ernest, vous êtes le Directeur de l'aquaculture. Dites-nous en quoi consiste-t-elle ?

Dr Kouakou Konan Ernest : L'aquaculture est la culture des êtres vivants dans l'eau. Cela peut être un animal comme le poisson, cela peut être des algues et bien d'autres ressources halieutiques. Et donc nous disons que c'est l'agriculture des eaux.

Comment cette agriculture des eaux s'est-elle introduite en Côte d'Ivoire?

Dr K.K.E : Notre pays n'a pas une tradition d'élevage de poissons. Dans les années 1954-1955, il s'est tenu un important colloque qui a abouti à la création des structures piscicoles, dans certains endroits du pays. Ces centres étaient gérés et administrés par les directions des Eaux et Forêts. Ces projets initiatiques ont duré jusque dans les années 1970. Mais à l'issue des grandes sécheresses qui ont frappé durement la Côte d'Ivoire et toute la sous-région ouest-africaine, il s'est trouvé que le Sahel ne pouvait plus nous ravitailler convenablement en produits halieutiques et animaliers. Dès lors, cela a engendré une très grande réflexion qui a eu comme résultat de produire davantage de bétail et de poisson. A partir de cette époque, il va y avoir une phase de sensibilisation des populations pour leur dire qu'il y a nécessité de produire sur place du poisson, que dans nos régions, on peut élever du poisson. Il y a eu donc une phase d'initiation et une phase de sensibilisation. Puis après, l'Etat a répondu aux préoccupations par des projets publics de développement.

Quels ont été ces premiers projets locaux de développement de l'aquaculture dans le pays ?

Dr K.K.E : Il faut rappeler que le Ministère de la Production animale était compétent pour la Lagune et la Mer. Et tout ce qui est continental, c'est-à- dire fleuves et retenues d'eaux artificielles, relevaient du Ministère des Eaux et Forêts. Donc il y a eu un projet de développement de la pisciculture en milieu rural, qu'on a appelé aussi «projet PNUD-FAO». De 1977 à 1995, ce projet, qui était basé à Bouaké, a fait son temps. Au niveau lagunaire, il y a eu aussi un projet de développement de l'aquaculture. Ledit projet avait été lancé en août 1981 et était baptisé «projet de développement de l'aquaculture lagunaire». Ce projet a été conduit jusqu'aux années 2000. Donc, il y a eu un vaste programme de développement de la pisciculture sur le plan national en Côte d'Ivoire. Après, aussi bien au niveau continental que lagunaire, il y a eu bien d'initiatives privées de PME (Petites et Moyennes entreprises, Ndlr) qui ont essayé de faire de l'élevage de poissons en eaux de lagune. Notamment du côté de Jacqueville où c'étaient des enclos lagunaires. L'enclos, c'est quand le niveau de la lagune n'est pas suffisamment profonde et qu'on y pratique l'activité. On travaille directement dans l'eau. L'espace est délimité par le filet. De l'autre côté, quand le fond est très profond (6 à 10 mètres), on suspend le filet. Ces structures ont permis de faire l'élevage côté lagune. Au niveau des eaux continentales, c'est sur la terre qu'on délimite une portion qu'on appelle étang et on met le poisson à l'intérieur de cette structure.

Peut-on dire que la Côte d'Ivoire est aujourd'hui pleinement dans l'élevage de poissons ?

Dr K.K.E : Nous n'avons pas en Côte d'Ivoire, comme je l'ai dit tantôt, une tradition d'éleveurs de poissons ou de crevettes. Mais avec ces différents projets publics et privés réalisés par le passé, les Ivoiriens ont compris que nous pouvons faire de l'élevage de poissons et bien le faire. Sur cette base, des investissements publics ont été faits. Mais depuis les années 1990, l'investissement public a décliné. Le contexte socio-politique qui a prévalu en Côte d'Ivoire a freiné notre élan. Si bien que notre avantage sur des pays voisins tels que le Ghana et le Nigéria, a été stoppé et ces pays ont pris de l'avance sur nous. Mais, depuis 2011-2012, un effort nouveau a été entrepris pour que l'investissement public soit amorcé et soutenu de façon vigoureuse. Cela est tel que notre document de politique sur la période 2014-2020 a ambitionné de produire deux cent mille (200 000) tonnes de poissons à partir de l'aquaculture. C'est vrai que nous n'avons pas atteint cet objectif et que notre production est relativement faible aujourd'hui, à cause de la faiblesse de nos moyens déployés pour collecter les informations et les statistiques. Nous ne comptabilisons qu'environ 5000 tonnes, mais à la vérité, nous pensons produire le double. Aujourd'hui donc, nous pouvons dire sur ce point, que la production ivoirienne dans l'aquaculture est faible.

Que faut-il donc pour booster la production ?

Dr K.K.E : Avec Monsieur le Ministre Sidi Tiémoko Touré (Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Ndlr), nous avons élaboré un nouveau document de politique nationale pour booster justement l'aquaculture. Mais ce document concerne aussi l'élevage et le pêche. Nous travaillons avec des partenaires multilatéraux comme bilatéraux. Et la Côte d'Ivoire se fait accompagner d'experts asiatiques afin de mettre en place un programme et une dynamique qui va changer radicalement les performances de l'aquaculture en Côte d'Ivoire. Le document est baptisé « ***Programme Stratégique de Transformation de l'Aquaculture en Côte d'Ivoire*** » **(PSTACI)** . Avec cet outil, qui en est un parmi tant d'autres, nous ambitionnons de faire des progrès décisifs dans l'élevage de poissons, puisque l'accompagnement de l'Etat, financièrement parlant, va être très élevé. Donc nous ambitionnons, dans les années à venir, de rehausser le niveau de production actuelle, qui est en ce moment de l'ordre de 10 mille tonnes au mieux, à 60 mille tonnes dans cinq ans. Nous pensons même, selon des perspectives plus optimistes, que nous pourrons atteindre plusieurs centaines de tonnes.

Suite page 5

Suite de la page 4

Il y aura donc, cette fois, des moyens qui avaient fait défaut en son temps. Est-ce que cela permettra, à coup sûr, d'optimiser les performances ivoiriennes ?

Dr K.K.E : Oui. Mais il faut aussi dire qu'il y avait le contexte ambiant de l'insécurité, pour ne pas en dire plus. Les crises que le pays a connues pendant une vingtaine d'années ont porté un mauvais coup à notre politique de productions aquacoles. Nos acquis ont pris du plomb partout. Nous n'avons pas pu maintenir nos acquis donc nous ne pouvions même pas nous projeter de l'avant. Mais comme il y a des moyens nouveaux, l'appel à des technologies et compétences nouvelles, avec des solutions innovantes, nous avons foi. Nous ambitionnons de former tout le personnel national nécessaire pour répondre au besoin. Aujourd'hui, si l'on s'en tient aux résultats de 2020, nous disons que sur une demande de 600 mille tonnes, nous ne produisons que 110 mille tonnes, pour ce qui est de l'aquaculture et la pêche, tant au niveau lagunaire, maritime et des retenues d'eau. Le gap est donc de 500 mille tonnes environ. C'est énorme. En termes de devises, c'est quasiment 300 milliards de F Cfa que l'Etat débourse. Il nous faut faire donc le maximum. Nous savons qu'au niveau de la pêche et des retenues d'eaux, il n y'a pas de possibilités pour nous de produire plus de 150 mille tonnes.

Donc, le reste doit être résorbé par l'aquaculture et cela a été démontré partout dans le monde. L'aquaculture est l'alternative la plus crédible pour booster la production. Dans les 5 à 10 ans à venir, si notre stratégie est soutenue, je puis garantir que nous allons relever le défi. Les sardines seront toujours importées à cause du pouvoir d'achat des populations. Sinon nous allons nous battre pour couvrir la demande nationale. Nous voulons aller au-delà du poisson. Il y a les crustacés qui sont très rentables, les crevettes par exemple qui ont une plus-value à l'international, donc un avantage économique. Nous allons tout faire pour engranger les devises et pouvoir développer tous les autres aspects nécessaires à notre pays. L'aquaculture peut donc compenser grandement notre déficit actuel. Ce qu'on peut faire pour combler à la fois le gap et exporter pour engranger des ressources, nous le ferons.

Le MIRAH ambitionne d'atteindre l'autosuffisance en ressources halieutiques. Quelle sera concrètement l'apport de l'aquaculture ?

Dr K.K.E : Il y a un plafonnement pour la pêche et les retenues d'eaux qui est de l'ordre de 150 mille tonnes au maximum. Pour combler notre déficit, nous ne pouvons jeter tout notre dévolu que dans l'aquaculture. L'Egypte, par exemple, produit 1,3 million de tonnes de produits halieutiques grâce à l'aquaculture. Donc, nous avons suffisamment de superficie même si nous ne sommes pas vaste comme l'Egypte, pour produire des centaines de milliers de tonnages de ressources halieutiques. Nos experts nous proposent de viser le million de tonnes. Ils se proclament même évangélistes de l'aquaculture. Tout est possible, l'engagement est ferme mais il y a des étapes à franchir. Sinon, il y a beaucoup de chances et d'espoir que la production soit multipliée de façon exponentielle en vue de couvrir la production nationale. L'aquaculture est donc une grande source d'espoir pour tous.

M. le Directeur, l'Ivoirien lambda, qui veut se lancer dans l'aquaculture, que lui dites-vous ?

Dr K.K.E : Nous disons que c'est une profession. Le minimum c'est de se former et se faire encadrer. Pour ce faire, les jeunes, les hommes et les femmes qui ont un certain savoir-faire et savoir-être, peuvent venir à l'aquaculture pour en faire une activité rentable. L'aquaculture est rentable et même très rentable.

…a expliqué pourquoi la Côte d'ivoire a des potentialités dans ce domaine. (Photos. BETAIL D'AFRIQUE)

Est-ce que cette activité n'exigerait pas de moyens financiers assez conséquents à la base ?

Dr K.K.E : C'est relatif. Avec nos partenaires asiatiques, nous envisageons des zones dédiées comme le Nigeria. Au Nigeria, l'Etat de Lagos a pris 35 ha qu'il a viabilisés. Et ne peut venir là que celui qui veut et peut faire l'aquaculture. Avec nos partenaires asiatiques, c'est exactement ce modèle que nous voulons copier. Nous allons créer des zones économiques d'aquaculture durable. Cette ambition ici nous la voulons par site, 50 hectares. Sur ces zones, tous les services seront là. L'opérateur qui prend quelques hectares trouvera des moyens pour être encadré au niveau technique et commercial. C'est tout un système qu'il va falloir mettre en place. Nous avons, en Côte d'Ivoire, un potentiel énorme, des bassins d'eaux, des bas-fonds, des retenues d'eaux majeures.

Nos partenaires israéliens, quand ils ont vu ce fort potentiel même à Abidjan, ils nous ont demandé, avec un brin de dépit, ce que nous faisons de cette eau. L'orpaillage constitue un souci pour nous. Mais, nous avons commis des chercheurs pour étudier les paramètres et ils sont en train, progressivement, de nous rendre compte des résultats de leur travail. Nous sommes optimistes.

M. le Directeur, pour vous qui êtes au MIRAH depuis plusieurs années, qu'est-ce qui a changé avec l'avènement du ministre Sidi Touré à la tête de ce département ministériel ?

Dr K.K.E : La vision du ministre Sidi Touré se traduit par le fait qu'il dédie toute une direction à l'aquaculture. Nous sommes dans cette vision. Jusqu'au 23 aout 2021, c'était la Direction de l'aquaculture et des pêches. Depuis, il y a une direction des pêches à part et une direction de l'aquaculture bien autonome aussi. Il y a aussi des séances de travail que nous avons matérialisées par le nouveau document stratégique qui ambitionne de mettre un nouveau paradigme au Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, et de révolutionner le secteur de l'aquaculture. Nos devanciers ont bien travaillé mais nous pouvons mieux faire. Le ministre Sidi Touré a impulsé une nouvelle dynamique à l'aquaculture, ce qui va nous permettre de prendre un nouvel envol.

Est-ce à dire que les perspectives sont désormais bonnes pour l'aquaculture en Côte d'Ivoire ?

Dr K.K.E : Les perspectives sont bonnes mais il nous faut travailler sur plusieurs éléments. Notre programme demande qu'on travaille sur plusieurs points pour qu'il y ait un décollage effectif. Par exemple, il faut jouer sur la fiscalité. L'aliment de qualité est importé. Par moments, l industrie qui fabrique le maïs est confrontée à la consommation humaine, ce qui nous oblige à importer le maïs.

Donc, ce qui est possible d'alléger en termes de droit de douane et de fiscalité doit l'être. Parallèlement, des dispositions seront prises pour renforcer les entreprises en vue de produire sur place les aliments. Ceux qui produisent le maïs, le soja et toutes les matières premières locales pourront produire davantage. Nous aurons, dès lors, des produits de qualité et qui sera bon marché. Nous allons dialoguer avec les collectivités territoriales. Nous allons voir comment une mairie ou un conseil régional peut créer une retenue-d'eau et par une convention commune, voir comment nous pouvons lui céder la gestion. Comme cela, en dehors des grands barrages, on aura des lieux que nous allons empoissonner. Je rappelle que tous les grands barrages comme Kossou, Ayamé, Taabo ont été empoissonnés. C'est vous dire que les perspectives sont bonnes pour l'aquaculture en Côte d'Ivoire■

ELEVAGE ET CONSOMMATION

L'aquaculture, une clé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale

Source: Autres Presse

L'aquaculture joue déjà un rôle majeur pour la sécurité alimentaire mondiale, ayant même dépassé la production de bœuf en 2011. Mais pour atteindre son plein potentiel et fournir demain des aliments durables et équitables, le secteur doit encore innover et anticiper les défis à venir.

L'aquaculture joue déjà un rôle majeur pour la sécurité alimentaire mondiale. (Ph. DR)

L'aquaculture a connu une croissance spectaculaire au cours des dernières décennies, avec une moyenne de 8 % par an depuis les années 1990. Elle est aujourd'hui sur le point de dépasser la pêche pour devenir la principale source d'aliments d'origine aquatique destinés à la consommation humaine. Elle contribue ainsi de manière significative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Et la demande mondiale actuelle d'aliments d'origine aquatique, qui s'élève à 131 millions de tonnes, devrait atteindre 204 millions de tonnes d'ici 2030. Cette augmentation proviendra essentiellement de l'aquaculture, car il est peu probable que la part de la pêche dans l'approvisionnement alimentaire mondial augmente de manière aussi significative.

L'AQUACULTURE, ENTRE PERCEPTIONS ET RÉALITÉ

Mais la croissance rapide de l'aquaculture a suscité la controverse dûe à de faibles performances environnementales de certains systèmes de production. Des travaux de recherche et des articles de presse provenant essentiellement des pays du Nord se sont concentrés sur quelques produits consommés dans les marchés du Nord, notamment les crevettes, le pangasius et le saumon. La production de ces espèces entraîne depuis longtemps des impacts négatifs sur l'environnement, notamment la pollution de l'eau, la déforestation des mangroves, les maladies, la pression accrue sur les stocks de poissons sauvages destinés à l'alimentation. Elle a également eu des impacts sociaux liés au travail forcé, à l'utilisation inéquitable des terres et à l'insécurité financière, donnant lieu à des perceptions populaires de l'aquaculture qui ne sont pas représentatives du secteur au niveau mondial.

Alimentée par des secteurs privés nationaux et internationaux très dynamiques, l'aquaculture innove et évolue rapidement pour introduire de nouvelles techniques de production et de nouvelles espèces.

Certains des défis environnementaux et sociaux identifiés par les chercheurs et les médias persistent, en particulier dans certains secteurs clés comme ceux de la crevette et du saumon, tandis que de nouveaux défis environnementaux et sociaux comme le changement climatique sont encore largement négligés. Et pourtant, la perception que le public a de l'aquaculture continue de reposer davantage sur des idées reçues que sur des données solides. Pour relever les défis actuels liés à la durabilité de l'aquaculture et anticiper ceux à venir, il convient donc de mieux comprendre le secteur dans son ensemble.

UNE AQUACULTURE PRATIQUÉE DANS LES TERRES ET DESTINÉE AUX MARCHÉS NATIONAUX

Si l'aquaculture se concentre essentiellement en Asie, qui assure à elle seule 89 % de l'approvisionnement en animaux aquatiques d'élevage, elle connaît également une croissance rapide dans certaines régions d'Afrique (par exemple en Égypte, au Nigeria et au Ghana) et d'Amérique latine (par exemple au Brésil). Les produits de l'aquaculture commercialisés à l'échelle internationale et consommés dans les pays du Nord ont attiré l'attention des universitaires et du grand public, et pourtant, neuf poissons sur dix élevés dans les dix premiers pays en développement producteurs d'aquaculture sont consommés dans le pays. Aussi, le développement rapide de l'aquaculture sur ces marchés au cours des trois dernières décennies a fait baisser le prix des poissons d'élevage, les rendant accessibles aux consommateurs à revenus faibles et moyens.

Si l'intérêt récent pour l'aquaculture s'est concentré sur le potentiel perçu de l'élevage marin, l'expansion rapide de l'aquaculture dans les pays du Sud s'est faite principalement dans des exploitations terrestres. L'élevage en eau douce représente 75 % des produits aquacoles comestibles dans le monde. Cette activité est principalement pratiquée par une multitude de petites exploitations à vocation commerciale, reliées aux marchés par des chaînes de valeur offrant d'importantes possibilités d'emploi en dehors de l'exploitation. L'émergence et la prolifération de ces petits entrepreneurs répondent en grande partie à la demande croissante des consommateurs des marchés intérieurs, stimulée par l'urbanisation et la hausse des revenus.

AMÉLIORER LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DE L'AQUACULTURE

L'aquaculture est tributaire de la farine et de l'huile de poisson, qui sont des composants essentiels de certains aliments pour poissons. Cette dépendance fait l'objet de controverses récurrentes dans la mesure où ces ingrédients sont produits principalement à partir de petits poissons marins, comme les anchois, qui pourraient être consommés directement par l'homme. Le prélèvement de ces poissons peut également entraîner un phénomène de surpêche qui a un impact négatif sur les écosystèmes marins. La part de la production mondiale totale de farine de poisson utilisée par le secteur de l'aquaculture a doublé entre 2000 et 2016, passant de 33 % à 66 %, ce qui témoigne de la dépendance continue du secteur à l'égard des ressources halieutiques. Cette observation masque toutefois certaines tendances importantes.

Premièrement, l'utilisation de la farine de poisson est de plus en plus efficace. Si la production mondiale d'aliments pour poissons a triplé entre 2000 et 2017, les captures totales de petits poissons pélagiques transformés en farine de poisson ont en fait diminué de plus de 30 % sur la même période. Cette tendance découle d'un ensemble d'innovations :

* la recherche a permis d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des aliments pour poissons grâce à une meilleure formulation adaptée à leurs besoins nutritionnels spécifiques ;
* la farine et l'huile de poisson utilisées dans les aliments pour poissons tendent de plus en plus à être remplacées par des ingrédients alternatifs à base de végétaux, de bactéries, d'algues et d'insectes;
* l'utilisation des déchets issus de la transformation des poissons dans les aliments pour poissons a fortement augmenté et représente aujourd'hui environ un tiers de toute la farine de poisson. Par conséquent, les saumons et les truites d'élevage produisent désormais autant de biomasse de poisson qu'ils n'en consomment, et sont donc neutres en termes de consommation de poisson.

Deuxièmement, les principales espèces de poissons d'eau douce produites, comme la carpe et le tilapia, ont de faibles exigences nutritionnelles dépendantes en farine et en huile de poisson, et très peu (voire pas du tout) d'ingrédients marins sont utilisés pour leur production.

Troisièmement, au cours des 20 dernières années, la production d'espèces « extractives » telles que les mollusques (palourdes, huîtres, moules et autres bivalves) et les algues dans le secteur de l'aquaculture a doublé, suivant une tendance similaire à celle de la production terrestre de poissons et de crustacés. Ces espèces fournissent non seulement de la nourriture, mais aussi un large éventail de services écosystémiques, notamment en filtrant l'eau et en capturant les nutriments, contribuant ainsi à la durabilité du secteur.

MATIÈRE À RÉFLEXION: ANTICIPER LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

L'aquaculture est appelée à jouer un rôle de plus en plus important pour la sécurité alimentaire mondiale. Mais pour que le secteur puisse atteindre son plein potentiel, les responsables politiques doivent admettre qu'il n'est pas principalement guidé par les marchés d'exportation à forte valeur ajoutée, ni lourdement freiné par l'augmentation du prix de la farine et de l'huile de poisson. Ils doivent adopter une vision plus large qui favorise l'innovation, anticipe l'émergence de nouveaux défis et reconnaît l'importance de l'aquaculture en tant que composante clé du système alimentaire mondial.

Par exemple, si la dépendance de l'aquaculture à l'égard de la farine et de l'huile de poisson diminue, le secteur dépendra de plus en plus des sources de protéines végétales terrestres, et son profil de durabilité sera davantage lié à la déforestation, aux émissions de carbone et à la perte de biodiversité causée par l'agriculture.

L'intégration dans les aliments pour poissons d'ingrédients alternatifs, notamment d'insectes et de produits bactériens, pourrait également jouer un rôle croissant, mais il reste encore à évaluer ou à prouver la faisabilité et les implications sur les plans nutritionnel, environnemental, social et économique.

Par ailleurs, le développement et l'intensification des systèmes d'aquaculture sont susceptibles d'accroître le risque d'apparition de maladies chez les animaux aquatiques. À ce jour, le secteur ne dispose pas d'un système de surveillance mondial qui permette de coordonner la collecte et le partage de données entre les pays et les régions et de concevoir des mécanismes de gouvernance efficaces pour réduire les risques. Si l'impact de ce risque sur l'industrie mondiale est difficilement prévisible, le réchauffement climatique devrait en accroître l'ampleur.

DÉFIS MONDIAUX ET SOLUTIONS : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CONTRE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique exigera l'adoption d'approches radicalement nouvelles en matière d'aquaculture. Le climat variant de plus en plus, les températures extrêmes, les inondations, les sécheresses, les dégâts causés par les tempêtes et les épidémies d'agents pathogènes, de parasites et de ravageurs sont susceptibles d'augmenter, ce qui nécessitera de mettre au point de nouvelles techniques de production et de nouveaux mécanismes de partage des risques, tels que les assurances, pour y faire face.

De plus, les effets du changement climatique sur les rendements des cultures et les pêches de poissons destinés à être transformés en aliments pour poissons vont probablement augmenter les coûts de production des espèces nourries avec ces aliments, alors que dans le même temps, l'acidification des océans pourrait nuire à la viabilité de la culture des mollusques marins. S'ils font de plus en plus l'objet de débats, les effets du changement climatique sur l'aquaculture restent peu étudiés, et la mise à disposition de données à l'échelle mondiale qui permettraient d'établir une stratégie pour que le secteur puisse s'adapter n'est pas à l'ordre du jour.

Le potentiel que recèle l'aquaculture durable à l'échelle mondiale doit être appréhendé à travers diverses espèces et systèmes de production alimentant les marchés nationaux et internationaux. Contrairement à la croyance populaire, et malgré les véritables défis qu'elle rencontre, l'aquaculture contribue déjà grandement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à des systèmes alimentaires résilients et socialement équitables.

Pour exploiter pleinement le potentiel de l'aquaculture, il faudra mieux comprendre ce phénomène et prendre conscience des nouveaux problèmes de durabilité, tels que la dépendance croissante du secteur à l'égard des sources d'alimentation terrestres. Les interventions et le soutien visant à favoriser le développement sectoriel devront englober non seulement les innovations sur le plan technique, mais aussi sur le plan des politiques, des réglementations et des systèmes d'information.

Conformément à l'approche des systèmes alimentaires, le soutien à l'aquaculture ne doit pas être considéré comme un substitut à la pêche de capture, mais comme un complément à celle-ci, chaque secteur apportant des contributions vitales mais bien distinctes aux moyens de subsistance, à l'emploi et à la nutrition. L'augmentation de la production aquacole permettra de rendre tous les aliments issus de l'aquaculture plus abordables et, à ce titre, elle est essentielle pour rendre l'accès aux aliments riches en nutriments plus équitable dans le monde ■

ALIMENTATION

Comment faire de la viande sans tuer des animaux

Source: Autre Presse

Alors que le système agroalimentaire mondial est de plus en plus désigné comme l'un des responsables du changement climatique, plusieurs de ses secteurs sont confrontés à la nécessité de se réinventer. Parmi ceux-ci figure la viande, cible de choix des organisations de défense de l'environnement. Si dans cette industrie, la révolution des modes de production prend encore du temps, il s'est développé depuis peu, dans son sillon, une nouvelle niche : la viande végétale. Ce nouveau produit alternatif qui promet de bouleverser notre alimentation continue d'interroger aussi bien sur ses bienfaits que sur son avenir. Décryptage.

« UNE VIANDE PROPRE »

Apparue depuis une dizaine d'années, la viande végétale ou viande alternative est l'une des branches les plus dynamiques de l'alimentation mondiale. L'objectif affiché par cette industrie est de se substituer aux produits carnés traditionnels, dont l'impact sur les écosystèmes naturels est décrié. En effet, aux scandales sanitaires et inquiétudes sur le bien-être animal, récurrents dans les médias, se sont greffées les préoccupations environnementales qui ont contribué à faire baisser la cote du secteur de l'élevage dans de nombreux pays occidentaux. Selon la FAO, l'élevage de bétail est notamment responsable de 14 % des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme. Il faut, par ailleurs, plus de 10 000 litres d'eau pour produire 1 kg de bœuf. Dans un tel contexte, la promesse des entreprises du secteur est de produire une viande *« moins destructrice »* pour l'environnement en économisant au passage les terres et les ressources financières consacrées à l'élevage pour le bien du climat.

Au-delà de la question de durabilité, l'industrie entend bien séduire les consommateurs en offrant des produits procurant la sensation de la viande traditionnelle tout en se passant des protéines animales, contrairement à la viande artificielle cultivée en laboratoire à partir de cellules souches animales. Ainsi, en plus d'une base protéinée végétale constituée en général à partir de champignon, de haricot ou encore de soja, la viande alternative contient aussi des matières grasses, des colorants ou encore des épaississants. Des ingrédients indispensables pour lui donner un aspect charnel imitant les viandes les plus consommées au monde que sont le poulet, le porc et le bœuf …

UN MARCHÉ POTENTIEL DE PLUS DE 100 MILLIARDS $

Alors que la consommation de viande devrait encore grimper d'ici 2050 avec la croissance démographique, l'industrie de la viande végétale a déjà attiré des millions de fidèles dans le monde qui tirent la dynamique du marché.

Du steak high-tech à base de soja ou de pomme de terre, aux croquettes de poulet végétales, le secteur représente une véritable manne financière. Selon les estimations, le marché global de la viande alternative a totalisé près de 19 milliards $ de volumes en vente en 2019, et devrait encore grimper dans les prochaines décennies.

D'après les prévisions formulées par la banque britannique Barclays et la compagnie de technologie alimentaire Benson Hill, l'industrie pourrait être valorisée à environ 140 milliards $ à l'horizon 2029. Ce qui représenterait 10 % du marché total des produits carnés estimé à 1400 milliards $. De son côté, la holding financière américaine JP Morgan estime plutôt à 100 milliards $, le chiffre d'affaires du secteur à l'horizon 2034. Avec de telles perspectives, une pléthore d'acteurs ont déjà pris des positions sur ce créneau qui se développe progressivement dans plusieurs pays du monde. L'engouement pour les protéines alternatives est particulièrement marqué aux USA où les ventes de substituts végétaux de viande ont bondi de 45 % à 1,4 milliard $ en 2020. Dans le pays de l'Oncle Sam, l'un des marchés les plus matures au monde, les start-up ont multiplié les actions, ces dernières années, pour exploiter tout le potentiel économique de ce nouvel eldorado. Ainsi, Beyond Meat, la plus célèbre entreprise du secteur, née en 2009, s'est introduite en bourse en 2019, afin de booster son développement.

La compagnie désormais valorisée à près de 7 milliards $ a conquis de nombreux consommateurs grâce à son réseau massif de distribution comprenant les grandes enseignes de la restauration comme McDonald's, KFC et Pizza Hut et d'autres chaînes de supermarché, aussi bien implantées aux USA que dans d'autres pays européens comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Dans le sillage de cette compagnie, Impossible Foods, connue pour ses burgers à base de produits végétaux, a réussi à lever depuis sa création en 2011, plus de 1,5 milliard $ sur le marché privé, et a conclu un partenariat avec Burger King pour une présence dans près de 7000 restaurants américains et asiatiques. L'entreprise californienne qui compte parmi ses bailleurs de fonds Google, Bill Gates, les investisseurs en capital-risque ou encore les stars comme le rappeur Jay-Z envisagerait de s'introduire à son tour en bourse, d'ici 2022.

A côté de ses pionniers, d'autres géants de l'alimentation ont également investi ce marché. On peut ainsi citer le premier groupe alimentaire mondial Nestlé qui a lancé en 2020, « Sensational Vuna », un substitut végétal de thon, ou encore le géant américain Kellogg's qui propose également depuis l'année dernière, une nouvelle ligne de produits végétariens à base de soja sans OGM avec sa marque Incogmeato. « *Ça grille comme de la viande, ça saigne comme de la viande, et ça a le même goût que la viande* », a notamment indiqué Steve Cahillane, le patron de l'entreprise qui ne cache pas l'ambition du groupe de prendre une place sur ce segment. Plus récemment, en avril dernier, le groupe brésilien JBS, plus grand fournisseur mondial de viande, a annoncé un plan de rachat de plus de 400 millions $ de l'entreprise néerlandaise Vivera BV, active dans la production de steak végétal.

LA VIANDE DU FUTUR ?

Entre les promesses de la viande végétale et ses belles perspectives de croissance, le développement de l'industrie semble assuré. Cependant, voir la viande végétale remplacer complètement les produits carnés traditionnels dans le monde, comme certains optimistes l'évoquent parfois, certains analystes estiment que cela relève encore de l'utopie. Et pour cause.

Malgré le ralentissement du train de la consommation dans les pays occidentaux, l'industrie des produits carnés demeure résiliente d'abord sur le plan de l'offre. Avec 340 millions de tonnes en 2018, la production de viande n'a jamais été aussi importante dans l'histoire d'après la FAO. Et la tendance ne devrait pas s'inverser dans les prochaines décennies, grâce à l'Asie.

Ensuite, au niveau de la consommation des produits carnés, ce sont les pays émergents qui tirent désormais la demande grâce notamment à l'appétence de la Chine, de l'Inde et plus récemment de l'Afrique. Le continent africain qui affiche actuellement l'un des plus faibles niveaux de consommation par tête devrait être le troisième moteur de la croissance de l'industrie, du fait notamment d'un bond des importations de la volaille.

Dans un tel contexte, il est difficile d'imaginer un raz-de-marée de la viande végétale dans les pays émergents, et les atouts en termes de durabilité pourraient ne pas faire le poids face aux besoins des habitants dans ces pays d'avoir accès à des protéines animales. De plus, de nombreux analystes estiment que les entreprises pourraient voir leurs marges de rentabilité s'effriter dans le futur avec le renforcement de la concurrence. Sous l'effet du fort intérêt des investisseurs qui désirent y injecter du capital frais, les entreprises devraient encore fleurir dans les prochaines années avec pour conséquence, une hausse de l'offre et des prix plus bas.

« *Sur ce secteur, même s'ils font du B2C - vente dans les supermarchés par exemple - leurs principaux relais de croissance restent les partenariats. Donc si McDonald's et Burger King décident de changer de fournisseurs, automatiquement, la profitabilité des start-up comme Beyond Meat est menacée* », confiait au quotidien français *Les Echos*, Matthieu Soulé, directeur général adjoint de l'Atelier BNP Paribas Etats-Unis.

Plus que les questions de rentabilité à long terme, l'un des principaux points d'achoppement pourrait être les inquiétudes nutritionnelles. Certains pointent du doigt les techniques chimiques et les procédés d'ultra-transformation utilisés par les firmes pour extraire notamment les protéines des végétaux. Pendant ce temps, d'autres chercheurs s'interrogent sur le véritable intérêt nutritionnel de ses produits et s'inquiètent de la forte utilisation d'ingrédients comme le sel et d'autres additifs alimentaires. Viande nouvelle, vieux défis… ■

Bétail Plus

Vanessa OUIZAN

L'élevage d'autruches, une activité rentable

Le village de Mlomp situé en Basse-Casamance au Sénégal abrite une ferme consacrée à l'élevage d'autruches. Baptisée Gie Etamaya-Balokir, cette initiative est la première du genre dans le pays. La particularité de ces oiseaux est qu'ils ont de nombreux débouchés possibles. En Afrique, l'élevage d'autruches est une énorme opportunité commerciale. Elles produisent une viande plus chère que celle du bétail habituel, car l'activité n'est pas encore courante. En outre, la viande d'autruche contient moins de calories et de cholestérol que bien d'autres. Un avantage important dans un monde où les populations se tournent de plus en plus vers une alimentation saine. En l'espace de sept ans, le commerce des autruches est devenu l'une des activités les plus rentables pour le village de Mlomp au Sénégal. La ferme a réussi s'équiper de deux machines incubatrices à capacités respectives de 112 et 180 œufs. Une seule autruche femelle peut en pondre entre 40 et 60 par an. Seul le tiers de la couvée parvient néanmoins à l'âge adulte, car leur élevage est difficile. Le Gie Etamaya-Balokir a déjà bénéficié d'un prêt de 16 millions de FCFA auprès de la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide. La Covid-19 ayant affecté les activités économiques, l'initiative rencontre des difficultés à rembourser. Un défi que les promoteurs devront relever pour poursuivre le développement de leur projet.

Lancé en 2014 grâce à une coopération avec des Finlandais, ce projet a pour objectif de lutter contre la pauvreté et de favoriser la création d'emplois en zone rurale. Les produits dérivés de l'autruche sont vendus à des prix élevés. Le kilo de viande coûte 8 000 FCFA, la paire de poussins 250 000, et le litre d'huile 50 000 ■

BURKINA FASO / FILIÈRES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Des acteurs renforcent leurs capacités

Priscille HOUEGA
avec Autre Média

En vue de poser les bases d'un développement économique et social durable, le Burkina Faso a opté pour la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. Ainsi, les départements en charge du développement rural se sont engagés pour un développement des secteurs agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique productifs et résilients. C'est dans ce cadre que le ministère des ressources animales et halieutiques du Faso, à travers le Fonds de Développement de l'Élevage (FODEL), a initié la formation des acteurs des filières animales et halieutiques. Le lancement de la session 2021 de cette formation est intervenu ce jeudi 7 octobre 2021 dans la ville de Léo.

Le Burkina Faso a opté pour la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois (Ph. DR)

Se baser sur des ressources humaines de qualité pour atteindre ses objectifs, c'est la vision du ministère des ressources animales et halieutiques. Et pour ce faire, le Fonds de Développement de l'Élevage (FODEL) a entrepris des formations à l'endroit des différents acteurs. Et ce, dans l'objectif de réorganiser l'élevage traditionnel à travers les formations et les encadrements des éleveurs ainsi que la coopération entre eux. Pour le compte de l'année 2021, le FODEL entend former 125 acteurs des filières animales et halieutiques. Selon les propos du ministre en charge de l'eau, Ousmane Nacro, ces formations ont pour but de renforcer les capacités des acteurs pour les rendre plus productifs. *« C'est une série de formations portées par le FODEL qui commence. Elle permettra aux acteurs d'améliorer leurs connaissances en techniques d'élevage et en gestion financière »*, a-t-il indiqué. Il a également rappelé l'impact du fonds qui œuvre pour un développement de la filière. Lancé dans l'exécution de sa mission, le FODEL selon les propos de son directeur général, Dr Saidou Ouédraogo, a toujours accompagné les acteurs de la filière. Pour lui, la formation tire son sens dans le fait que les acteurs bénéficient d'un accompagnement et il est de bon ton de les former. *« Si vous bénéficiez de 5 ou 10 millions pour votre activité, il faut maitriser tous les contours »*, a-t-il expliqué. En plus de l'accompagnement financier, le fonds offre un accompagnement technique aux éleveurs. Une occasion également pour lui de rappeler l'importance de ces acteurs. Selon ses propos, la source de financement principal du FODEL est le prélèvement des taxes sur l'exportation des animaux. *« Ce sont les mêmes acteurs qui élèvent les animaux pour les exporter et le FODEL bénéfice des taxes. Donc, si l'élevage est bien conduit, ils vont pouvoir produire et ça va aider l'économie nationale,* a dit le Dr Saidou Ouédraogo.

A l'issue de la formation le ministère des ressources animales et le Fonds de Développement de l'Élevage veulent constater une amélioration de la productivité des acteurs et du secteur. En guise d'information, il faut retenir qu'en plus des acteurs qu'il va former, le FODEL compte financer courant 2021, 589 microprojets de promoteurs. Le Fonds de Développement de l'Élevage œuvre pour la mobilisation, la coordination et la gestion des fonds destinés à la promotion des activités de développement socio-économique du sous-secteur de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et de l'apiculture. A ce titre, il a déjà formé 953 acteurs depuis 2016, réalisé 32 parcs de vaccination, 42 forages et le financement de 1 857 micro-crédits ■

BÉTAIL d'Afrique

SIÈGE SOCIAL
Abidjan Cocody Riviera Caddies,
La Travée Commerciale

SOCIÉTÉ EDITRICE
MOAHE COMMUNICATION
Tel.: 22 43 48 51 / 52 83 72 72
Email: moahecommunication@gmail.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Charles Lambert TRA BI
(+ 225) 01 01 04 50 00 - 07 07 87 98 43

DIRECTEUR DE PUBLICATION & RED-CHEF
BOSSIEHI Sylvain Jules
(+ 225) 07 09 50 02 77 - 01 40 73 79 42

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Serge YAVO
(+ 225) 07 47 94 03 82 - 01 51 31 65 93

INFOGRAPHE: Consty HENNEKA
(+ 225) 07 78 00 80 28

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE
No 21/D du 28 octobre 2019

TIRAGE: 5000 exemplaires
IMPRESSION: ACTION+ABIDJAN

ECHOS DU MIRAH

Le ministre Sidi Touré échange avec le DG de l'ARSTM

Le ministre Sidi Tiémoko Touré a échangé, jeudi 14 octobre 2021, à son cabinet, avec le Directeur général de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer d'Abidjan (ARSTM), Colonel Karim Coulibaly. Le Directeur général de l'ARSTM a d'abord rappelé au premier responsable du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), les missions de son établissement liées audit département ministériel, avant d'exprimer le besoin d'une étroite collaboration entre les deux institutions. Le Colonel Karim Coulibaly a annoncé, par ailleurs, la tenue prochaine des travaux de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT) dont le ministre Sidi Touré est le Président en exercice. Le COMHAFAT, précisons-le, est une organisation intergouvernementale qui regroupe 22 pays allant du Maroc jusqu'à la Namibie, qui fixe les domaines et les modalités de la Coopération Halieutique Régionale entre les Etats-Membres.

Le SG du CPCO reçu au MIRAH

Vendredi 08 octobre 2021, M. Séraphin DEDI, Secrétaire Général du Comité des Pêches pour le Centre Ouest du Golf de Guinée (CPCO), a été reçu en audience par le ministre Sidi Touré, en présence de son Directeur de Cabinet, Dr Zoumana MEITE Anlyou. L'objectif de cette rencontre était de faire un point des travaux entamés entre les la Côte d'Ivoire et le Ghana, dans le secteur des ressources animales et halieutiques, ce en vue d'une meilleure harmonisation des projets pour le développement dudit secteur en Côte d'Ivoire. Cette audience a été aussi l'occasion pour les deux personnalités d'échanger sur la tenue en décembre prochain de la réunion des pays membres du CPCO.

Bouaké: Visite du Programme Production d'Elevage

Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques s'est imprégné du «*Programme Production d'Elevage*», le samedi 9 septembre 2021 à Bouaké. Ce programme de recherche travaille sur l'amélioration génétique, l'alimentation, la santé animale et la production fourragère. Ledit programme est logé dans une des stations du CNRA à Bouaké. C'est un projet C2D, avec des espèces animales, précisément des ruminants telles les N'Dama, dont la fin est prévue pour fin 2023. Les résultats seront communiqués pour le développement de la production animale bovine, ovine et caprine. Avec les potentialités que présente ce site, il a besoin d'être protégé car il est exposé à d'énormes difficultés à savoir l'intrusion de troupeaux étrangers et le banditisme.

Réhabilitation des infrastructures de production de l'aquaculture

Le premier responsable du MIRAH a effectué, Samedi 02 Octobre 2021, une visite dans une ancienne unité de fabrication d'aliments de poisson à Bouaké. Cette unité était active jusqu'à l'avènement de la crise de 2002. A ce jour, les ateliers de cette unité de production sont hors service. Il est donc question, pour le ministre Sidi Touré, de réhabiliter ces infrastructures, afin de répondre aux besoins en aliments de poisson et développer notre aquaculture. Le ministre en est convaincu car le développement de l'aquaculture en Côte d'Ivoire peut être une véritable source de richesse et de création d'emploi pour nos populations.

Une sélection de ABOLE Flaure